

Le syndicalisme du mésolithique ? Très peu pour nous.

À l'Éducation nationale règne encore une curieuse conception du syndicalisme selon laquelle il suffirait, pour défendre les personnels, de répéter depuis des décennies les mêmes slogans, de déposer rituellement les mêmes préavis de grève et d'aligner des revendications dont ceux qui les portent savent parfois eux-mêmes qu'elles n'aboutiront pas.

Les résultats sont pourtant là : près de six personnels sur dix ne participent plus aux élections professionnelles et nombre de journées de grève ne rassemblent plus que quelques pourcents des agents. Reproduire indéfiniment la même expérience dans les mêmes conditions en espérant qu'elle finisse par donner un résultat différent relève moins de la démarche expérimentale que de la pensée magique.

Action & Démocratie est né aussi du refus de ce syndicalisme-là.

Non parce que nous aurions renoncé à revendiquer, à protester ou à nous opposer. Nous le faisons lorsque c'est nécessaire, et sans beaucoup de précautions oratoires lorsqu'il faut dire les choses. Mais protester ne dispense ni de réfléchir, ni d'argumenter, ni de proposer. Et une grève ne doit pas être un rite syndical : c'est un moyen d'action dont la pertinence devrait se mesurer, comme celle de tout moyen, à ses chances d'être utile.

Surtout, nous ne séparons pas la défense des personnels de celle du sens de leur métier, car l'un ne va pas sans l'autre.

On ne défend pas sérieusement un professeur en revendiquant une augmentation de salaire tout en accompagnant la dévalorisation de ce qu'il enseigne. On ne défend pas davantage un personnel de direction en dénonçant sa charge de travail tout en réclamant sans cesse de nouvelles missions pour l'École. On ne défend pas non plus les personnels administratifs en déplorant leur épuisement tout en acceptant l'inflation bureaucratique qui le nourrit. Et l'on ne défend pas les AESH en faisant semblant de croire qu'il suffira d'en recruter toujours plus sans remettre à plat une école inclusive qui place trop souvent les élèves comme les personnels dans des situations impossibles.

Défendre les personnels, c'est d'abord défendre leur métier.

C'est pourquoi Action & Démocratie parle des salaires, des carrières, de la protection des personnels et de leurs conditions de travail, mais aussi du niveau des élèves, de l'autorité, des programmes, des diplômes, du redoublement, de l'école inclusive, du numérique ou de l'intelligence artificielle.

Nous pensons que l'École est faite d'abord pour instruire. Là encore, l'affirmation pourrait sembler banale. Elle ne l'est manifestement plus lorsqu'on voit les horaires disciplinaires se réduire tandis que s'accumulent les dispositifs de remédiation, tous plus inefficaces et coûteux les uns que les autres, ainsi que les « éducations à » et toutes ces « heures de rien » dont certains raffolent et réclament toujours davantage.

Au Conseil supérieur de l'éducation, cette différence se voit clairement. Quand les représentants d'un syndicat majoritaire demandent de retirer le point-virgule des programmes ou considèrent que

demander à un élève d'employer une expression « à bon escient » pourrait constituer une forme de violence, nous faisons un autre choix : celui de l'exigence et de l'intelligence. Car c'est commettre un grave contresens sur la relation pédagogique que d'imaginer que c'est en se dispensant de mettre l'élève à la hauteur des exigences qu'on mettra ces exigences à la portée de l'élève.

Nous sommes totalement libres des dogmes pédagogiques qui sont défendus par certains et qui ont mené l'institution à cet état de crise que tout le monde désormais observe. Cette liberté, qui rime avec responsabilité, vaut aussi dans les instances. Nous n'y allons pas pour occuper un siège ni réciter sans ferveur une déclaration que personne n'écoute avant de recommencer à la séance suivante. Du reste, les déclarations d'Action & Démocratie sont très écoutées, notamment par l'administration et, quand il est présent, le ministre. Nous intervenons sur les textes, déposons des amendements et des vœux, interrogeons l'administration sur la contradiction entre ses intentions et ses solutions, et essayons de convaincre. Une instance consultative peut devenir le théâtre convenu de postures répétées ; elle peut aussi être un lieu où l'on argumente, propose, résiste et parfois obtient quelque chose.

C'est cela, au fond, qui nous distingue le plus : nous refusons de considérer l'impuissance comme une preuve de pureté syndicale. Nous préférons agir et avancer. Et nous faisons le pari qu'il existe encore, dans l'Éducation nationale, une majorité de personnels qui préfèrent un syndicat qui réfléchit, argumente et propose à un syndicat qui leur demande régulièrement de perdre une journée de salaire inutilement pour recommencer exactement la même chose quelques semaines plus tard.

Le syndicalisme du mésolithique ? Très peu pour nous.